



ON A BESOIN DE TOUT LE MONDE !!

Pas de sanctions ni de mises à pied !

APPEL A RASSEMBLEMENT DEVANT VOS ETABLISSEMENTS

Le mardi 14 septembre



Le Ministre des solidarités et de la Santé, Mr Véran, veut mettre le chaos dans les hôpitaux. Nous ne laisserons pas détruire notre système de santé.

Aucune sanction contre nos collègues. Retrait du Pass Sanitaire.

Durant tout l'été, nos syndicats nous ont informé de difficultés sans précédent dans les services.

Partout, nous manquons de personnels.

Partout des lits continuent à être fermés. « On n'arrive plus à boucler les plannings », « les effectifs de sécurité ne sont souvent plus atteints » nous disent les collègues. Les fermetures temporaires de service n'ont jamais été aussi nombreuses par manque de médecins, d'infirmier.e.s, d'aides-soignant.e.s...

Toutes les professions sont concernées. De nombreux usager.e.s se sont vu interdire l'accès aux établissements sanitaires, médico-sociaux et sociaux, faute de Pass sanitaire.

Cette remise en cause brutale de l'accès aux soins est insupportable pour de nombreux collègues et pour toute la CGT.

Les conséquences sont désastreuses et l'épuisement des personnels, les démissions et réorientations professionnelles se sont encore amplifiées.

C'est dans ce contexte que le ministre des solidarités et de la santé s'apprête à mettre dehors des milliers d'hospitalier.e.s dès le 15 septembre.

Pour les personnels, c'est une déflagration. Oublié.e.s les héroïnes et héros d'hier, les discours sont aujourd'hui menaçants et stigmatisants. Des milliers de personnels en moins dans les établissements, ce sont immédiatement des milliers de lits d'hospitalisation, de places de structures médico-sociales, etc. en moins pour la population.

Que cherche à faire le gouvernement ? A dégouter les soignant.e.s ?

A accélérer ses restructurations en accusant nos collègues ?

Nous estimons que cette décision va encore aggraver une situation déjà dégradée dans tous les établissements. Il est injustifiable que le ministère fasse procéder à la suspension du moindre personnel, alors que toutes les directions d'hôpitaux, d'EHPAD, d'établissements de l'action sociale, dans le public comme dans le secteur privé, alertent sur une pénurie croissante de personnel, d'autant plus en pleine épidémie.

Nous alertons sur le chaos que ces mises à pied vont immédiatement provoquer sur le fonctionnement de tous les établissements. L'hôpital public et tout notre système de santé sont en danger.

Nous n'accepterons pas qu'un.e seul.e collègue soit mis à pied.

Aucune sanction. Aucune retenue de salaire. On a besoin de tout le monde à l'hôpital, dans le médico social et l'action sociale.

Assez de culpabilisations des personnels de la part de ceux qui détruisent le système de santé.

Nous n'oublions pas les mensonges gouvernementaux qui ont émaillés la crise sanitaire et la déclaration du ministre le 5 août disant que « viendrait un temps où ces personnes, n'auraient plus le loisir de faire grève ». Quelle arrogance ! Quel mépris !

Nos revendications sont plus que jamais à l'ordre du jour. Il y a urgence !

- Stop à la dégradation des conditions de travail et des conditions de prise en charge des usager.e.s. Arrêt des restructurations. Arrêt des fermetures de lits. Un PLFSS à la hauteur des besoins de la population.
- Des moyens pour nos établissements. Augmentations des salaires.
- Création de 100 000 emplois à l'hôpital, 200 000 emplois dans les EHPAD et 100 000 emplois dans le secteur de l'action sociale.

Le ministère doit reculer sur son échéance du 15 septembre. Nous appelons tous les syndicats à se préparer dès maintenant à une rentrée offensive le 14 septembre : organisons partout des rassemblements devant les établissements, des conférences de presse, des assemblées générales, pour refuser toute sanction et réaffirmer nos revendications.

D'autres dates sont d'ores et déjà en préparation dans notre secteur qui s'inscrit pleinement dans la perspective de la réussite de la journée interprofessionnelle du 5 octobre.